

Bruxelles francopole ?

Philippe Van Parijs
UCL

Chaire Hoover d'éthique économique et sociale

Le Soir, 13 juin 2007

Une Carte blanche publiée dans *Le Soir* du 8 juin (« Non à Manifesto, oui à l'unité des francophones ») révèle l'existence d'un groupe de réflexion baptisé Bruxelles Métropole Francophone. Je m'en réjouis. Le débat sur l'avenir de Bruxelles a besoin de groupes de réflexion. Mais il importe que la réflexion repose sur une information correcte et que le débat ne se réduise pas à caricaturer les positions que l'on ambitionne de discréditer.

La Carte blanche fait de moi l'animateur de l'ASBL Manifesto. Je ne suis pas membre de cette ASBL et ne l'ai jamais été. Je n'en suis a fortiori pas l'animateur. C'est donc me faire un bien injuste honneur que de m'attribuer l'excellent travail que Manifesto (www.manifestobru.be) a fourni ces dernières semaines, dans la foulée de l'Appel aux Bruxellois de décembre dernier (www.bruxsel.org), aujourd'hui signé par près de 10.000 Bruxellois de toutes origines. Je me réjouis de voir enfin un vaste mouvement de Bruxellois, pour la plupart bien entendu francophones, qui parviennent à abandonner l'attitude constipée, frileuse, parfois hargneuse, que nous avons trop longtemps connue, pour oser regarder la réalité en face et en tirer sereinement mais fermement les conséquences.

Voir la réalité bruxelloise en face, c'est entre autres reconnaître que l'enjeu fondamental de l'enseignement à Bruxelles, ce n'est pas une mesquine guerre de tranchées entre franciseurs et flamandiseurs. C'est le redoutable défi de doter tous ceux qui grandissent à Bruxelles, et tout particulièrement les moins favorisés parmi eux, de ce dont ils auront besoin, notamment sur le plan linguistique, pour pouvoir trouver un emploi dans la capitale de l'Europe et à proximité, et pour pouvoir y jouer pleinement leur rôle de citoyens. Pour pouvoir prendre ce défi à bras-le-corps, il faut que l'exécutif bruxellois soit doté d'urgence des compétences touchant à l'enseignement obligatoire qui accueille la grande majorité des élèves de la Région.

Voilà à mes yeux la priorité institutionnelle pour Bruxelles. Est-ce un pas crucial dans une voie dont le terme serait la création d'une « Communauté bruxelloise » ? Peut-être, à condition qu'aux antipodes du « communautarisme » que la Carte blanche de Bruxelles Métropole Francophone me prête étrangement, toute personne choisissant d'habiter Bruxelles appartienne de plein droit, quelles que soient les langues qu'elle parle, à cette communauté.

Quel que soit le vocabulaire utilisé, l'important est que nous osions dépasser la Belgique et le Bruxelles biethniques, dont le groupe de réflexion Bruxelles métropole francophone, au contraire des 10.000 Bruxellois de l'Appel, n'est pas encore arrivé à se dépêtrer.

Quant à « l'effacement progressif, à Bruxelles, du français au profit de l'anglais », dont le groupe m'attribue le désir, je ne me ferais pas trop de souci.

Certes cela fait maintenant un bon moment que l'anglais a supplanté le français comme principale langue de travail dans les institutions européennes, et le primat désormais accordé à l'apprentissage de l'anglais dans toute l'Europe non-anglophone (Flandre exceptée) creuse chaque année plus profondément l'écart entre les deux langues et le rend irréversible. Voir la réalité bruxelloise en face, c'est aussi reconnaître que cette évolution aura à terme des répercussions importantes dans la capitale de l'Europe.

Mais à en croire les données de l'Eurobaromètre spécial 2006, Bruxelles compte aujourd'hui 95 % de francophones, pour 36 % d'anglophones et 31 % de néerlandophones (n'en déplace aux communautaristes, ces catégories ne sont pas mutuellement exclusives). Les avocats de Bruxelles Métropole Francophone peuvent donc se rassurer : l'effacement du français n'est pas plus probable qu'il n'est désirable.

Note: Pour une discussion critique du projet qui s'exprime dans l'Appel des 10.000 et dans le manifeste qui le prolonge, voir l'excellent dernier numéro de la revue Politique sur l'avenir de Bruxelles (www.politique.eu.org). Sur la dynamique linguistique à Bruxelles et en Belgique, voir aussi la dernière livraison des Brussels Studies sur "les nouveaux défis linguistiques" (www.brusselsstudies.be).